

**COMPETITIVITE ET AVANTAGE COMPARATIF DES UNITES DE
TRANSFORMATION DE FRUITS EN CASAMANCE :
UNE ÉTUDE PAR L'APPROCHE FILIÈRE**

**COMPETITIVENESS AND COMPARATIVE ADVANTAGE OF FRUIT
PROCESSING UNITS IN CASAMANCE:
A STUDY USING A SECTORAL APPROACH**

Alphonse Mané SAMBOU ¹

Enseignant-chercheur,
Université Assane Seck de Ziguinchor
Sénégal
alphonsemanesambou@gmail.com.

Babacar NDIAYE

Eenseignant-chercheur,
Université Amadou Mahtar Mbow de Dakar
Sénégal
babacar.ndiaye@uam.edu.sn.

Résumé

L'objectif de cet article est de déterminer la compétitivité des produits transformés localement et l'avantage comparatif des unités de transformation de fruits en Casamance. Cette recherche utilise la Matrice d'Analyse des Politiques (MAP). Les résultats montrent que la transformation de la mangue en nectar et celle de la noix d'anacarde en amande entière ne sont pas financièrement rentables. Aussi, les résultats montrent que la transformation de la noix d'anacarde en amande entière est économiquement rentable et présente un avantage comparatif statique. En d'autres termes, il est plus intéressant pour les producteurs de transformer localement la noix d'anacarde que de l'exporter.

¹ Auteur de correspondance : **Alphonse Mané SAMBOU**, alphonsemanesambou@gmail.com.

Mots-clés : Amande entière, Casamance, Compétitivité, Filière, fruits.

Classification JEL : C13, D24, F13.

Abstract

The objective of this article is to determine the competitiveness of locally processed products and the comparative advantage of fruit processing units in Casamance. This research uses the Policy Analysis Matrix (MAP). The results show that processing mango into nectar and processing cashew nut into whole almond are not financially profitable. Also, the results show that the transformation of cashew nut into whole almond is economically profitable and has a static comparative advantage. In other words, it is more interesting for producers to process cashew nut locally than to export it.

Keys-words: almonds, Casamance, Competitiveness, Chain, fruits.

Introduction

La faiblesse de la part de l'Afrique dans l'exportation mondiale est en grande partie expliquée par la détérioration des termes de l'échange due à l'existence de secteurs industriels peu développés. Ces secteurs sont dotés d'une infrastructure matérielle insuffisante et des ressources humaines limitées en instruction primaire et secondaire avec un manque de personnel qualifié (Thoburn, 2000). Dans le domaine de la production manufacturière, ces faiblesses constituent un obstacle à la compétitivité nécessaire devant permettre de diversifier les recettes d'exportation au-delà de celles tirées des produits de base traditionnels. Toutefois, avec la concurrence internationale, les économies présentant de meilleures combinaisons prix-qualité de leurs produits réussissent mieux à s'insérer dans le concert des nations et bénéficient d'avantages comparatifs (Henner, 1997).

Pour inverser cette tendance, l'Etat du Sénégal a défini de nouvelles politiques agricoles permettant d'améliorer la productivité mais aussi de réduire les prix des intrants afin d'améliorer la compétitivité (ANSD, 2012). C'est dans cette lancée que le gouvernement du Sénégal a mis en place, en 2006, une Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) basée sur des secteurs prometteurs comme l'agriculture et l'agroalimentaire pour diversifier sa production et augmenter ses exportations. Depuis 2012, cette stratégie est intégrée dans le cadre de plan Sénégal émergent devenu le pilier de l'ensemble des politiques sectoriels de l'Etat. Ainsi, la

Casamance, considérée comme la région naturelle du Sénégal, a été retenu comme une zone pilote².

Face à ces mesures relatives à la relance de l'agriculture et à la transformation des produits forestiers, une analyse de la compétitivité et de l'avantage comparatif des unités de transformation des fruits en Casamance dévient pertinent. Vu le nombre très élevé des produits issus de la transformation des fruits dans cette région du sud du Sénégal, l'analyse par la Matrice d'Analyse des Politiques (MAP) sur le nectar de mangue et sur l'amande entière de la noix d'acajou sont faites afin d'en vérifier leur compétitivité et avantage comparatif. Le choix de ces produits se justifie par le fait que la noix d'anacarde et la mangue sont les fruits les plus transformés dans le sud du Sénégal, mais également dont les dérivées sont exportés sur le marché international. Ainsi, pour alimenter la MAP une enquête a été menée auprès de vingt-huit (28) unités de transformations donc la majorité se trouve en zone rurale. Le recours à la MAP se justifie par le fait qu'elle est l'instrument le plus indiqué pour l'étude de l'impact d'une décision politique sur un champ d'investigation qui se présente sous forme de filière. Elle permet d'abord, d'étudier et de comparer les caractéristiques de rentabilité financière et économique d'une ou de plusieurs filières productives ensuite, de les classer en fonction de leur degré de protection et de leur efficience et enfin, de prendre les décisions d'encourager ou non une activité productive.

Ce papier est structuré de la manière suivante. La première section présente l'approche théorique de la pertinence de la MAP en se basant sur les concepts de compétitivité et de filières. La seconde section présente le modèle de la MAP par l'approche filière. La conclusion présente les résultats et les perspectives.

1. Pertinence des approches théoriques de la compétitivité et de filière par la MAP

1.1. Concepts de compétitivité et de filière

La compétitivité est un concept complexe dont il est nécessaire de préciser le contexte et les déterminants. L'explicitation de l'approche filière de produits agroalimentaires conduira, par la suite, à établir la pertinence de celle-ci par rapport à l'analyse de la compétitivité.

Pour mettre en évidence la complexité du concept de compétitivité, deux précisions relativement simples peuvent déjà lever une partie de l'ambiguïté qui semble l'accompagner. Il

² Les trois régions de la Casamance sont : Ziguinchor, Sédhiou et Kolda.

faut premièrement préciser l'entité faisant l'objet de l'étude : l'économie nationale, un secteur ou une entreprise, un bien ou un service. Bien que des relations existent entre les compétitivités de ces différentes entités, nous nous intéressons particulièrement à la compétitivité des entreprises et des produits qu'elles offrent.

La deuxième précision concerne la nature de la compétitivité. Pendant longtemps, les économistes ont privilégié la compétitivité des entreprises constatées après coût, dite « ex post » ou « révélée ». Désormais, ils s'intéressent plus à la compétitivité tournée vers l'avenir ex ante c'est-à-dire une compétitivité dynamique s'inscrivant dans la durée. Pour cette étude, c'est une analyse statique qui est utilisée.

Ainsi, la compétitivité est définie comme la capacité d'une entreprise à soutenir durablement la concurrence, à offrir sur le marché un produit à des prix inférieurs ou égaux à ceux des concurrents effectifs ou potentiels tout en dégagant une marge bénéficiaire supérieure ou égale à celle des concurrents (Aubert et Leclair, 2006 ; Khamassi-El Efrir et Hassaïnya, 2001 ; Lorenzi, 2002 ; Martinet, 1984 ; Pascallon, 1984).

Cependant, pour Chopplet (2007 : 23), « *si la compétitivité était dans les années 1990 une figure repoussoir renvoyant à un monde dominé par les économies de marché et par le profit, elle tend à devenir au début des années 2000 un nouveau lieu de négociations des rapports entre marché, innovation scientifique et technologique, productivité, bien-être social, emploi et, à ce titre, un lieu où se jouent des conceptions de la démocratie* ».

Toutefois, c'est Porter (1982) qui a présenté l'analyse la plus complète et la plus intégrée de la compétitivité et de la concurrence. Son analyse se réfère à un ensemble d'entreprises directement en concurrence sur un marché. Cette théorie s'articule autour de quatre concepts principaux et interdépendants : les cinq forces concurrentielles³, la chaîne de valeur, les stratégies de base et l'avantage concurrentiel national.

A côté de ces travaux très pertinents, d'autres se sont inscrits dans le prolongement de la théorie économique. Dans ces propositions, les déterminants de la compétitivité portent sur

³ Ces forces « horizontales » sont la rivalité entre firmes concurrentes du secteur, la menace d'entrée exercée par les entrants potentiels et la menace de substituts. Les deux autres forces verticales sont le pouvoir de négociation des fournisseurs et celui de négociation des clients.

deux composantes complémentaires : la compétitivité prix et la compétitivité hors-prix (Chiappini, 2011 ; Khamassi-El Efrat et Hassaïnya, 2001).

Les déterminants de la première composante portent évidemment sur tous les facteurs qui influencent directement et forment le prix d'un bien ou d'un service. Pour les produits exportés, on considère aussi le taux de change de la monnaie du pays par rapport à celui du pays destinataire, mais aussi la politique de marge à l'exportation. Ainsi toute réduction de l'un de ces facteurs, toutes choses égales par ailleurs, abaisse le coût du produit et, par conséquent, son prix.

Les déterminants de la seconde composante sont plus complexes et plus difficiles à cerner (Hassaïnya, 1998). Sans être en relation avec le prix d'un produit donné, ils tendent à faire préférer ce produit à ceux des autres entreprises. Il s'agit de la capacité physique de production, de la qualité et de la différenciation du produit.

Il faut noter que ces deux formes de compétitivité ne s'opposent pas mais se complètent. Toutefois, la compétitivité hors-prix permet de dégager des bénéfices autorisant des investissements de croissance, donc la réalisation d'économies d'échelle qui finissent par renforcer la compétitivité-prix.

La problématique de la compétitivité est un enjeu crucial pour l'industrie agroalimentaire. Ainsi, deux éléments majeurs de la compétitivité des industries agroalimentaires sont à prendre en compte : l'innovation et la qualité des aliments (De Gramont, 2012). Pour les produits alimentaires, il convient de rappeler que la compétitivité se forme depuis le produit agricole, jusqu'au produit alimentaire final, en passant par les différents niveaux de la transformation et de distribution. D'où l'intérêt de s'interroger sur la pertinence de la filière agroalimentaire, comme cadre d'analyse des facteurs de compétitivité d'un produit.

Quant à la filière, elle représente un domaine d'investigation adapté aux recherches en économie agro-alimentaire. L'appellation filière recouvre des contenus forts larges et parfois différents. Elle englobe un ensemble de notions souvent plus précises telles que : la chaîne, le circuit, la branche ou le secteur d'activité, le marché, le système, etc. (Lebailly, 1990). Durant ces dernières années, l'accent a été mis sur l'intérêt d'une intégration des disciplines et d'une prise en compte des interactions entre la production agricole et sa valorisation. En théorie, le développement de recherches à caractère économique dans le champ de l'agroalimentaire va de pair avec le recours de plus en plus fréquent au concept de filières et, de nombreux travaux sont

présentés comme des « études de filière ». Hugon (1988) définit la filière agroalimentaire suivant le niveau « *techno-économique* » et le niveau « *socio-économique* ».

La notion de filière constitue un outil d'analyse qui s'appuie sur des concepts et des références théoriques particulières. Mais cette notion ne fait pas l'objet d'une définition unanime dans la littérature⁴. Cependant, on observe certaines constantes. D'après Shaffer (1968 ; 1973), une filière est un ensemble homogène d'activités économiques reliées verticalement et horizontalement par des échanges commerciaux. En revanche, l'établissement des frontières d'une filière particulière requiert nécessairement de la part du chercheur l'adoption de postulats subjectifs. Ainsi, Selon Ledent (1986) et Lebailly (1990), la filière désigne l'ensemble des actes de production, de transformation, de distribution relatifs à un produit (pomme de terre, sucres, bois, etc.) ou à un groupe de produits homogènes (céréales, fruits et légumes, viande de boucherie, produits laitiers, etc.) et concourant à la satisfaction d'un même besoin final issu de la consommation (Lebailly, 1990 ; Ledent, 1986 ; Malassis et Gherzi, 1996 et 2000). Donc, la filière est un processus qui part de la production jusqu'à la livraison finale au consommateur en passant par la transformation, la commercialisation et l'encadrement.

Cependant, nous pouvons noter que de véritables petites entreprises émergent dans cette filière avec une meilleure maîtrise de la production et de la qualité. Elles adoptent une démarche commerciale avec une marque, très importante comme force de vente. Certaines de ces entreprises peuvent envisager d'exporter leurs produits dans la sous-région ou sur certains marchés spécifiques européens (équitables et ethniques). Ainsi, la problématique principale constitue l'avantage comparatif des produits de ces entreprises. Afin d'y remédier, la MAP constitue un instrument utile puisqu'elle est conçue pour analyser des systèmes de filière de production et permet l'identification des contraintes à tous les stades de la filière.

2.2. Pertinence du choix de la MAP

La MAP, développée à l'origine dans l'ouvrage de Monke et Pearson (1989), est un système de comptabilité en partie double permettant d'évaluer l'incidence de l'entrée d'un pays dans une union économique sur un de ses secteurs d'activité. La première expérience a eu lieu avec le secteur agricole du Portugal lors de son entrée dans la Communauté Economique

⁴ Selon Stoffaës (1980) la notion de filière dépasse les nomenclatures en branches et en secteurs, qui dépeignent les champs du marché où s'exercent la concurrence et les interdépendances entre firmes exerçant les mêmes activités.

Européenne. La MAP constitue un outil qui « fournit un cadre d'organisation permettant de présenter les effets des politiques et de leurs changements sur les incitations à la production ou à la commercialisation » (Benziouche, 2010). Elle est composée de deux types de budgets : un budget évalué au prix du marché ou prix financier (budget financier) et un autre évalué aux coûts d'opportunité social ou prix économique (budget économique). Les prix financiers sont ceux que les paysans paient ou reçoivent tandis que les prix économiques reflètent le coût de l'économie ou de la société.

De plus, l'approche de la MAP est utilisée pour évoquer trois questions qui sont souvent soulevées au niveau des ministères ou services responsables de la planification et des politiques agricoles (Nelson et Panggabean, 1991).

- La première question est relative à l'impact des politiques gouvernementales sur la rentabilité privée des producteurs d'un produit donné et leur degré de compétitivité vis-à-vis d'autres producteurs,
- La deuxième question concerne l'efficacité actuelle des ressources utilisées dans les systèmes agricoles⁵ et dans quelle mesure un investissement public additionnel peut changer la structure d'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité,
- La troisième question est relative à l'allocation des ressources financières destinées à la recherche-développement pour simuler des changements technologiques possibles dans des systèmes existants afin de réduire les coûts et d'augmenter la rentabilité sociale.

Les résultats de la MAP permettent également de savoir si les filières sont économiquement (du point de vue de la collectivité) ou financièrement (du point de vue des acteurs privés) rentables (Dieng, 2008). En outre, la MAP s'appuie sur la distinction entre biens échangeables et biens non échangeables et entre les prix du marché et les prix de référence. Cette distinction permet d'évaluer les échanges commerciaux entre l'économie nationale et le monde extérieur. Ainsi, la maquette de la MAP se présente comme suite.

⁵ Le système agricole étant défini dans ce contexte comme la combinaison des activités de production, de transformation et de commercialisation nécessaire pour assurer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs.

Tableau 1 : Présentation de la Matrice d'Analyse des Politiques (MAP)

	Revenus	Coûts		Profits
		Facteurs échangeables	Facteurs non échangeables	
Privés	A	B	C	D
Société	E	F	G	H
Ecarts	I	J	K	L

Source : Monke, E. A. et Pearson, S.R (1989)

A, B, C et D sont les éléments du budget financier ; E, F, G et H sont ceux du budget économique et I, J, K et L sont les différences entre le budget financier et le budget économique. En dehors de cette présentation la MAP permet de calculer des indicateurs de compétitivité et de rentabilité d'une filière donnée. En partant du Tableau 1, il est possible de mettre en évidence les indicateurs calculés à travers la MAP. Plusieurs indicateurs existent, mais nous présentons ici, les six (6) qui seront utilisés dans cet article.

- **Profitabilité Privée Nette (PPN)**

Cet indicateur permet de mesurer la rentabilité financière ou privée d'une filière donnée. Soit : $PPN (D) = A - B - C$.

- Si $PPN > 1$, l'activité considérée est financièrement rentable ou présente une rentabilité privée ;
- Si $PPN < 1$, l'activité n'est pas financièrement rentable.

- **Profitabilité Sociale Nette (PSN)**

Elle mesure l'avantage comparatif d'un système de production donné mais détermine également la rentabilité sociale ou économique d'une filière soit : $PSN (H) = E - F - G$

- Si $PSN > 1$, l'activité considérée présente un avantage comparatif statique ;
- Si $PSN < 1$, l'activité considérée ne présente aucun avantage comparatif statique ;
- Si $PSN = 1$, l'activité considérée ne présente ni avantage ni désavantage et elle est considérée comme étant neutre en terme d'avantage comparatif.

L'avantage comparatif statique est un concept utilisé pour comparer les schémas de spécialisation et de commercialisation optimaux courants. Déclarer qu'un pays dispose d'un

avantage comparatif pour la transformation d'un produit au sens statique implique que l'activité est importante pour ce pays mais ne signifie pas nécessairement qu'elle devrait être davantage encouragée.

- **« Cost-Benefit Ratio » ou le ratio avantage-coût économique (CBR)**

Il est le rapport des coûts (coûts des facteurs échangeables et domestiques) et des revenus bruts. Ces coûts et revenus sont valorisés aux prix économiques.

Soit : $CBR = \frac{F+G}{E}$

- Si $CBR < 1$, l'activité de production considérée est économiquement rentable ;
- Si $CBR > 1$, l'activité de production n'est pas économiquement rentable ;
- Si $CBR = 1$, l'activité de production n'engendre ni perte ni bénéfice.

- **Coût des Ressources Intérieures (CRI)**

Il est mesuré par le rapport du coût social des facteurs domestiques et de la valeur ajoutée aux prix sociaux. Il est utilisé pour mesurer l'avantage comparatif ou la compétitivité internationale d'un produit soit : $CRI = \frac{G}{E - F}$.

- $0 < CRI < 1$ signifie que la production à base de la technologie considérée a un avantage comparatif. Autrement dit, l'activité de production est économiquement efficace ;
- $CRI > 1$ signifie que la production à base de la technologie considérée n'a pas un avantage comparatif dans la production du bien considéré ;
- $CRI = 1$ traduit un cas d'indifférence ; c'est-à-dire que l'entreprise ne réalise ni bénéfice ni perte en produisant localement ou en important le bien considéré.

- **Coût-Bénéfice Financier (CBF)**

Le ratio du coût des facteurs ou ratio coût-bénéfice financier (CBF) est une mesure directe à l'incitation des producteurs à produire localement le nectar de mangue et l'amande entière de la noix d'anacarde. Ce ratio reflète la compétitivité ou l'efficacité des unités de transformation du nectar de mangue au prix du marché soit : $CBF = \frac{C}{A-B}$.

- Si $CBF < 1$ le produit considéré est compétitif sur le marché international,
- Si $CBF > 1$ le produit considéré n'est pas compétitif.

- **Coefficient de Protection Nominale (CPN) ou « Nominal Protection Coefficient »**

Ce ratio est égal au rapport du prix financier du bien considéré et de son prix économique.

$$\text{Soit : CPN} = \frac{A}{E}$$

- CPN = 1 traduit l'équilibre ou le niveau optimum de la compétitivité des échanges entre le marché national et international. La structure de protection est ainsi neutre. Les producteurs ne sont ni favorisés ni défavorisés.
- CPN > 1 signifie que le bien bénéficie d'une protection par rapport aux biens importés ou exportés. Les producteurs bénéficient d'une subvention due à l'intervention d'une structure de protection (protection positive).
- CPN < 1 signifie que le pays ne protège pas son marché. Les producteurs sont taxés, défavorisés (protection négative).

- **Coefficient de Protection effective (CPE)**

Ce ratio est égal au rapport de la valeur ajoutée évaluée aux prix domestiques et de la valeur ajoutée évaluée aux prix sociaux⁶. Ce coefficient indique l'effet combiné des politiques de prix des produits et des intrants échangeables sur les incitations à la production agricole.

$$\text{Soit : CPE} = \frac{A-B}{E-F}$$

- CPE > 1 signifie que les acteurs de la branche d'activité considérée gagnent plus de revenu qu'ils ne gagneraient sans distorsion de prix. Les producteurs bénéficient d'une subvention implicite sur les intrants et/ou d'une protection du prix du produit ;
- CPE = 1 traduit l'équilibre ou le niveau optimum de la compétitivité des échanges entre le marché national et international. La structure de protection est neutre et les producteurs ne sont ni favorisés ni défavorisés ;
- CPE < 1 signifie que le pays ne protège pas son marché. Le produit est implicitement taxé. Les producteurs gagneraient un meilleur revenu s'ils achètent et vendent aux prix économiques, définis comme étant les prix sur le marché international. Ils sont donc défavorisés sur le marché interne.

⁶ C'est aussi le rapport de la différence entre le revenu brut financier et le coût financier des facteurs échangeables par celle entre le revenu brut économique et le coût économique des intrants échangeables.

Cependant, la MAP reste ainsi peu utilisée sur le plan empirique en comparaison avec les trois méthodes relevant de l'économie de bien-être ou les méthodes les plus agrégées des coefficients de protection (Abdelkafi et Boughanmi, 1998). La première méthode, basée sur les fonctions de bien-être social, permet de déterminer les poids sociaux que le gouvernement attache aux différents agents économiques impliqués dans un secteur quelconque (Gardner, 1987 ; Rausser et Foster, 1990). La deuxième méthode, fondée sur la notion du surplus économique, estime les surplus du consommateur et du producteur à partir des fonctions de demandes et d'offres relatives à un ou plusieurs marchés. Elle détermine aussi les transferts monétaires entre les agents économiques impliqués dans ces marchés (Rausser et Foster, 1990). La troisième méthode, plus agrégée et plus simple, consiste à calculer les coefficients de protection (nominale et effective) et le coefficient de l'avantage comparatif pour déterminer le degré de taxation ou de protection d'un secteur donné et la compétitivité du pays en matière de production (Abdelkafi, 1995).

2. Présentation de la MAP par filière

Cette section présente les résultats de la MAP du nectar de mangue puis ceux de l'amande entière de la noix d'anacarde transformés dans les trois régions de la Casamance. Les tableaux pris en compte dans chaque filière permettront de calculer des indicateurs de rentabilité, de l'avantage comparatif, de compétitivité mais également des indicateurs des effets des politiques gouvernementales sur le marché d'un produit donnée.

2.2. Présentation des résultats de la MAP du nectar de mangue

Tableau 2 : Résultats de la MAP du nectar de mangue transformé

	Revenus	Coûts		Profit
		Biens échangeables	Biens non-échangeables	
Privés	A	B	C	D
	1000	309	984	-293
Sociétés	E	F	G	H
	1500	571	1247	-318
Ecart	I	J	K	L
	-500	-262	-263	25

Source : Réalisée par les auteurs à partir des données de l'enquête

Les résultats de la MAP du nectar issu de la transformation de la mangue montrent que le profit privé des unités est négatif de même que celui social. Le signe négatif de la profitabilité privée nette (PPN= -293) implique que la transformation du nectar de mangue n'est pas

financièrement rentable. De même, la profitabilité sociale nette (PSN) est aussi inférieure à zéro (PSN = -318). Ce qui implique que la transformation de la mangue en nectar ne présente pas d'avantage comparatif statique. Le coût des ressources intérieures (CRI = 1,34) montre également que la transformation de la mangue en nectar n'a pas d'avantage comparatif statique puisqu'elle utilise plus de facteurs de production qu'elle ne génère de valeur ajoutée. Elle ne permet donc pas d'économiser des devises. Ce qui implique que les producteurs gagneraient plus en exportant la mangue qu'en la transformant sur place.

La cherté des facteurs de production telle que les équipements de transformation constitue des éléments qui accentuent le désavantage comparatif de ces unités dans la transformation de la mangue en nectar.

L'utilisation du ratio avantage-coût économique ou Cost-Benefit-Avantage (CBR) permet de mesurer la rentabilité économique de l'activité considérée. Ce ratio, supérieur à un (1) (CBR = 1,21), implique que la transformation de la mangue en nectar n'est pas économiquement rentable. Cela signifie que ni le privé ni la collectivité ne tirent profit de la transformation de la mangue en nectar. Comme le CBR, le Coût-Bénéfice Financier (CBF= 1,43) montre que le nectar de mangue n'est pas compétitif. Ce manque de compétitivité s'explique, malgré les efforts consentis par les transformateurs, par le manque de certification par l'ITA quant à la qualité du produit. Également, la cherté des emballages est un élément majeur qui entrave cette compétitivité. A cela s'ajoute l'incapacité de ces entreprises à innover pour suivre l'évolution du marché.

Le coefficient de protection nominale (CPN = 0,67) et le coefficient de protection effective (CPE = 0,74) montrent que l'Etat ne protège pas assez le marché et donc les transformateurs locaux sont défavorisés à cause de la surtaxe (protection négative).

En somme, les résultats de la MAP montrent que l'Etat gagnerait plus en l'exportant qu'en la transformant sur place.

2.2. Présentation de la MAP de l'amande entière de la noix d'acajou

Tableau 3 : Résultats de la MAP de l'amande entière transformée

	Revenus	Coûts		Profit
		Biens échangeables	Biens non-échangeables	
Privés	A	B	C	D
	7165	3533	3669	-37
Sociétés	E	F	G	H
	7815	1500	2628	3687
Ecart	I	J	K	L
	-650	2033	1041	-3724

Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête.

Les résultats de la MAP de l'amande entière montrent que le profit privé est négatif tandis que celui social reste positif. Ce qui signifie que les transformateurs ne tirent pas profit de cette activité et que c'est la collectivité locale qui tire profit de la transformation de la noix d'anacarde. En effet, la profitabilité privée nette (PPN = -37) étant inférieure à zéro implique que la transformation de la noix d'anacarde en amande entière dans le sud du pays n'est pas financièrement rentable. En revanche, la profitabilité sociale nette (PSN = 3687) et le coût des ressources domestiques ou intérieurs (CRI = 0,43) montrent que la transformation de la noix d'anacarde en amande entière dans la Casamance naturelle présente un avantage comparatif statique. Cet avantage comparatif est expliqué par la disponibilité en abondance de la noix d'anacarde dans le sud du pays et par la faiblesse du prix d'achat du kilogramme de la noix d'anacarde par rapport aux exportations. Par conséquent, les exportateurs doivent ajouter à ce prix le coût du conditionnement, de transport et la marge commerciale mais également au prix de vente de l'amande entière largement inférieur à celui sur le marché international.

Le ratio avantage-coût économique (CBR = 0,53) implique que la transformation de la noix d'anacarde en amande entière est économiquement rentable. Ce qui implique que la collectivité tire plus de profit quand la noix est transformée localement. Contrairement au CBR, le ratio coût-bénéfice financier (CBF = 1,01) montre que l'amande entière de la noix d'anacarde transformé n'est pas compétitive. Ce qui paraît nette puisque la majeure partie des transformateurs de la noix d'anacarde affirme qu'ils n'arrivent pas à répondre aux normes quant à la qualité du fait du manque de matériel nécessaire. Ainsi, pour certains producteurs locaux, le travail de transformation au sud du pays s'effectue avec un matériel obsolète et non productif qui ne permet pas à ces entreprises d'avoir une grande productivité pour répondre à la demande

sur le marché international. De même, le manque de fonds de roulement qui permet à ces unités d'acquérir de la matière première en abondance limite également leur compétitivité sur le marché international. Les commandes d'amande de la noix d'anacarde sur le marché mondial se font avec des tonnages qu'aucune entreprise locale ne peut atteindre. A cela s'ajoute le coût de la main d'œuvre locale qui est très élevé.

Le coefficient de protection nominale (CPN) et le coefficient de protection effective (CPE) montrent que le pays ne protège pas son marché : ($CPN = 0,92 < 1$ et $CPE = 0,56 < 1$). L'amande entière localement transformée est implicitement taxé. Les transformateurs gagneraient un meilleur revenu s'ils achètent et vendent au prix économique, défini comme étant le prix sur le marché international. Ils sont donc défavorisés sur le marché interne.

Comparé à l'étude effectuée par Mbaye et al (2015) sur la transformation locale de la noix d'anacarde dans la région de Ziguinchor, cette recherche présente certains éléments de ressemblance mais aussi des divergences. Notre étude et ceux de Mbaye et al (2015) montrent que la transformation locale de la noix d'anacarde n'est ni financièrement rentable ni compétitif. Toutefois, contrairement à cette première étude menée dans la région de Ziguinchor, celle menée sur la Casamance naturelle montre que la transformation de la noix d'anacarde en amande entière présente un avantage comparatif statique et est économiquement rentable. Ce qui implique que l'Etat doit encourager la transformation locale de la noix d'anacarde et non l'exportation.

Conclusion

La transformation de la mangue en nectar dans la Casamance naturelle est une activité essentiellement pratiquée par les femmes et, celle de la noix d'anacarde est majoritairement dominée par les hommes. Nous montrons que la transformation de la mangue en nectar ne présente ni rentabilité financière ni rentabilité économique. Donc, elle n'a pas d'avantage comparatif et le nectar produit localement n'est pas compétitif. En revanche, celle de la noix d'anacarde en amande entière présente un avantage comparatif car elle est économiquement rentable. En revanche, elle n'est ni financièrement rentable ni compétitif. La compétitivité, telle que développée comme concept regroupant plusieurs facteurs, ne peut être réalisée par les entreprises semi-modernes ou artisanales situées dans la zone d'étude.

En termes de politiques économiques, deux principales recommandations découlent de cet article. D'une part, l'Etat doit intervenir en accompagnant ces unités de production par

l'octroi de subventions pour l'acquisition de matériels utilisés dans leurs activités. Sur ce point des efforts sont en train d'être faits par le projet pôle de développement de la Casamance (PPDC) en matière d'équipement agricole et de transformation. D'autre part, l'Etat doit également organiser la filière anacarde en encourageant la transformation des fruits au niveau local et particulièrement celle de la noix d'anacarde en amande entière. Dans le cadre de la relance de l'industrie dans la zone, cette mesure présente un potentiel énorme en termes de création d'emplois.

Bibliographie

Abdelkafi, B. (1995). Rentabilité agricole de la betterave à sucre en Tunisie. *MEDIT. Revue du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes*, vol. 6, n°4, décembre, p. 19-25.

Abdelkafi, B. & Boughanmi, H. (1998). L'approche de la matrice d'analyse des politiques appliquée à l'étude du secteur sucrier en Tunisie. *Tropicultura*, vol. 16-17, n°2, décembre 1998-janvier 1999, p. 51-58.

ANSD. (2012). Compétitivité du secteur agricole : cas du Sénégal. Document de travail, Sénégal, juin, 90 p.

Aquillas F. Adégbola Y. P. Samey N. Clohounto J. Soglo Y. Y. Analyse de la compétitivité de la chaîne de valeur ajoutée crevette fraîche et crevette fumée du Bénin - Invited paper presented at the 4th International Conférence of the African Association of Agricultural Economists, September 22-25, 2013, Hammamet, Tunisia.

Aubert, P. & Leclair M. (2006). La compétitivité exprimée dans les enquêtes trimestrielles sur la situation et les perspectives dans l'industrie. *Economie et Statistique*, vol. 395, n°1, janvier-avril, p. 117-140.

Bencharif, A. & Khamassi-El Efrif, F. (2000). Qualité et compétitivité, enjeux et défis pour les entreprises agro-alimentaires du Maghreb. *MEDIT*, vol. 2, n° 2, été, p. 8-15.

Benziouche, S. E. (2010). L'analyse de L'impact des Politiques Agricoles sur la Production des Dattes en Algérie par la Matrice d'Analyse des Politiques (MAP). *Revue EuroJournals*, vol. 40, n°4, septembre, p. 644-660.

Chiappini, R. (2011). Comment mesurer la compétitivité structure des pays dans les équations d'exportation ? *L'actualité économique*, vol. 87, n°1, mars, p.31-57.

Chopplet, M. (2007). Compétitivité. *Quaderni*, vol. 63, n° 2, Nouveaux mots du pouvoir : fragment d'un abécédaire, août, p. 22-24.

De Gramont, D. (2012). Agroalimentaire, compétitivité en question. Bulletin de l'ILEC, octobre, 8 p.

Dieng, A. (2008). Analyse de la compétitivité de la filière rizicole dans la Vallée du Fleuve Sénégal et du Bassin de l'Anambé au Sénégal : une Application de la Matrice d'Analyse des Politiques (MAP). Décembre, 9 p.

Gardner, B. (1987). Causes of U.S. Farm Commodity Programs. *Journal of Political Economy*, vol. 95, n°2, December, p. 290-310.

Henner, H.-F. (1997). La politique de compétitivité dans le cadre de la mondialisation. Communication présentée lors du colloque de l'Association Tiers Monde et de l'Association de Science Régionale de la Langue Française, Poitiers, du 28 au 30 mai, p.1-30.

- Hugon, P. (1988). L'industrie agro-alimentaire : analyse en termes de filières. *Tiers-Monde*, vol. 29, n°115, Industrialisation et développement. Modèles, expériences, perspectives, juillet-septembre, p. 665-693.
- Khamassi-El Efrif, F. & Hassaïnya, J. (2001). Analyse de la compétitivité des entreprises et des produits agroalimentaires : pertinence et apport de l'approche filière. *Options Méditerranéennes*, sér.B / n°32, Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée, p. 223-238.
- Lebailly, P. (1990). Concept de filière, économie agro-alimentaire et développement. *Tropicultura*, vol. 8, n°1, avril, p. 9-14.
- Ledent, A. (1986). Intégration verticale et horizontale en agriculture. Gembloux, Unité d'économie rurale, Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat, novembre, 23 p.
- Lorenzi, J-H. (2002). L'intégration européenne, moteur de la compétitivité française. *Vingt ans de transformation de l'économie française, Cahiers français*, vol. 2, n° 311, janvier, p. 3-10.
- Malassis, L. & Gherzi, G. (1996). Economie de la production et de la consommation : méthodes et concepts. Paris : Cujas, 393 p.
- Malassis, L. & Gherzi, G. (2000). Sociétés et économie alimentaire. *Economie rurale*, vol. 255, n°1, les cinquante premières années de la sfer, Quel avenir pour l'économie rurale ?, janvier-avril, p. 54-60.
- Martinet, A. (1984). Sciences de gestion et Compétitivité de l'entreprise. In : Percerou, R. *Entreprise, gestion et compétitivité des entreprises*. Paris : Economica, p. 5-12.
- Mbaye, S., Niang, A.A., Barry, M.B, Sambou, A.M, Manga C., Gueye, S.G. & Maliman, L. (2015). L'amélioration des revenus des acteurs de la filière anacarde dans la région de Ziguinchor : une contribution à la dynamique de paix. Rapport final du centre de recherche « Paix-Gestion des Conflits-Relations Interculturelles-Genre-Réduction de la pauvreté et Développement », Banque mondiale/Université Assane Seck de Ziguinchor, juin, 74 p.
- Monke, E. E. & Pearson, S. R. (1989). The Policy Analysis Matrix for Agricultural Development. Ithaca NY: Cornell University Press, 267 p.
- Nelson, G. C. & Panggabean, M. (1991). The Cost of Indonesian Sugar Policy: A Policy Analysis Matrix Approach. *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 73, n°3, February, p. 703-712.
- Pascallon P. (1984). L'assurance qualité facteur de compétitivité? In PERCEROU R. ed. (1984), *Entreprise, gestion et compétitivité des entreprises*. Economica. In option méditerranéenne, Sér.B/n°32, P 223 –238, Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée : Analyse de la compétitivité des entreprises et des produits agro-alimentaires :

pertinence et apports de l'approche filière. Cahiers Options méditerranéennes. CIHEAM. Montpellier.

Porter, M.E., (1982). Choix stratégiques et concurrence : techniques d'analyse des secteurs et de la concurrence dans l'industrie. Paris : Economica, 426 p.

Rausser, G. C. & Foster, E. W. (1990). Political Preference Function and Public Policy Reform. *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 72, n°3, mars, p. 641-652.

Shaffer J. D., (1973). On the concept of subsector studies. *Amer. J Agr.. Econ*, vol. 55, n°3, November, p. 333-335.

Shaffer, J. D. (1968). Changing orientations of marketing Research. *Amer. J. Agr. Econ*, vol. 50, n°5, December, p. 1437-1449.

Stoffaës, C. (1980). Filières et stratégies industrielles. *Annales de Mines*, vol. 13, n°1, octobre, p. 9-19.

Thoburn, J. (2000). A la recherche d'une voie pour l'industrie Africaine : enjeux et options stratégiques. Document de travail de l'ONUDI, Vienne, décembre, 40 p.